

REQUETE

AUX FINS D'UN CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE ET DE CONFORMITE A LA CONSTITUTION DE LA LOI ORGANIQUE L/2011/008/ DU 14 JUILLET 2011, PORTANT COMPOSITION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS (INIDH) ET DES ACTES PRIS PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EN APPLICATION DES ARTICLES 2 ET 45 DE LA CONSTITUTION.

**A Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême,
Président de la Chambre Constitutionnelle
- Conakry -**

**Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême,
Mesdames et Messieurs les membres de la Cour ;**

Les honorables députés représentant plus d'un dixième des membres de l'Assemblée Nationale dont les noms suivent : M. Mamadou Cellou Dalein DIALLO, M. Sidya TOURE, Dr. Fodé Oussou FOFANA, Dr. Ibrahima Deen TOURE, M. Aboubacar SYLLA, M. Jean Marc TELIANO, M. Alpha Ibrahima Sila BAH, M. Mamadou Mouctar DIALLO, M. Baidy ARIBOT, Mamadou Aliou CONDE, M. Abdoulaye Diouma DIALLO, M. Jamsdine BALDE, Mme Aïssatou BARRY, Mme Fatoumata Binta DIALLO, M. Mamadou Alpha BALDE, Mme Mariama BAH, M. Mamadou Dian DIALLO, Mme Hawa Binta DIALLO, Mme Fatoumata DIALLO, M. Ousmane Gaoual DIALLO, Me Amadou DIALLO, Aboubacar SOUMAH, Mme Marie-Anne FOFANA, M. Abdoulaye Baïlo DIALLO, M. Dian Baïlo DIALLO, M. Mamadou Kenda DIALLO, Mme Djessira TRAORE, M. Ibrahima Sory Alain TOURE, Dr. Fodé Amara Bocar MAREGA, M. Abdoulaye SYLLA et Mme Aissata SOUMAH.

Ont l'honneur de vous exposer ce qui suit:

I - EXPOSE SOMMAIRE DES FAITS

L'article 160 de la Constitution prévoit la mise en place de plusieurs institutions dont la Cour Constitutionnelle, la Cour des Comptes et l'**Institution Nationale Indépendante des Droits Humains dans un délai de six (6) mois au plus tard à compter de l'installation de l'Assemblée Nationale.**

Dans le cadre de l'exercice de son mandat, le Conseil National de Transition (CNT) a élaboré et adopté plusieurs lois organiques prévues par la Constitution. Certaines de ces lois organiques n'ont pas été promulguées et publiées dans les délais prévus par la Constitution.

Le 14 juillet 2011, le CNT (Parlement de la transition) a adopté la loi organique fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'INIDH, conformément à l'article 148 de la Constitution (pièce N°1). Cette loi organique a été transmise au Président de la République pour promulgation, conformément à l'article 78 de la Constitution.

La loi organique adoptée par le CNT en juillet 2011 sur l'INIDH a été largement diffusée à l'époque auprès des Associations ou Organisations non gouvernementales (ONG) des droits de l'homme et de certaines Institutions internationales accréditées en Guinée (notamment le Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'homme).

Le texte voté par le CNT prévoit, en son article 6, onze (11) Ministères devant désigner un représentant à l'INIDH. Les Ministères concernés sont clairement identifiés dans la loi. Le Ministère Chargé des droits de l'homme et des Libertés publiques ne figurait pas dans la liste, tout simplement parce qu'il n'existait pas à l'époque.

Parmi les onze (11) ministères prévus dans la composition de l'INIDH, les membres du CNT ont prévu le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Administration du Territoire qui abritent chacun, une Direction chargée des droits de l'homme et des libertés publiques.

De même, la loi avait prévu que les représentants des Administrations publiques, membres de l'ININDH, sont sans voix délibérative. Ils ne participent aux délibérations qu'à titre consultatif, conformément aux Principes de Paris.

Faute de promulgation et de publication de la loi déjà adoptée, plusieurs versions du texte de loi ont circulé courant 2014 dans les sphères de l'Etat, et ce, avant la saisine de la Cour Suprême par le Président de la République pour son avis de conformité.

Le journal, le Lynx (dont le n.1185 du 29 décembre 2014) a publié plusieurs articles pour alerter ses lecteurs sur l'existence de plusieurs versions du texte de loi sur l'INIDH, avant et après l'Arrêt de conformité rendu par la Cour Suprême.

Le 31 juillet 2014, la Cour Suprême a rendu un arrêt de conformité de cette loi organique à la Constitution, en application de l'article 83, alinéa 2 de la Constitution (pièce N°2).

Alors que la loi qui a fait l'objet de l'arrêt de conformité n'est pas promulguée et publiée au Journal officiel, le Gouvernement a entrepris la mise en place de l'INIDH en déclenchant la procédure de désignation des membres qui la composent.

Le 19 novembre 2014, pour la désignation de son représentant à l'INIDH, le Ministère de la Justice a reçu une lettre non datée et non signée du Conseiller spécial du Président de la République chargé de la Reforme de la Justice et des relations avec l'Assemblée Nationale (pièce N°3)

Le 24 décembre 2014, le Premier Président de la Cour Suprême a arrêté et publié la liste membres de l'INIDH, par Ordonnance n. 008/PP/CS.

Le 30 décembre 2014, Le Président de la République a confirmé, par décret n. 261/PRG/SGG, la nomination par la Cour Suprême des membres de l'INIDH.

Par la suite, le Doyen Thierno Madjou SOW de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme et du citoyen (OGDH) a suspendu sa participation à L'INIDH.

Par un communiqué publié dans les médias, l'OGDH a publiquement contesté l'authenticité de la loi qui est mis en œuvre par le Gouvernement, ainsi que les conditions de la mise en place de l'INIDH. Dans ce communiqué, l'OGDH a mis en exergue les modifications illégales de la loi adoptée par le CNT et par ricochet le non respect du principe de la séparation des pouvoirs et la violation des Principes de Paris.

La version du texte de loi ayant fait l'objet de l'arrêt de conformité de la Cour Suprême, l'Ordonnance du Premier Président de la Cour Suprême qui arrête et publie la liste des membres de l'INIDH et le Décret de confirmation de cette nomination des membres de l'INIDH ont prévu quatorze (14) Ministères qui ont effectivement désigné leurs représentants à l'INIDH.

A l'article 6, trois Ministères ont été ajoutés à la liste initiale **avec voix délibérative**, dont le Ministère Chargé des droits de l'homme et des libertés publiques crée en octobre 2012 (voir le décret de nomination); soit plus d'un an après l'adoption de la loi par le CNT (le 14 juillet 2011).

La composition de l'INIDH a été substantiellement modifiée en ce qui concerne le nombre de représentants des Ministères (14 au lieu de 11), des Organisations syndicales (1 au lieu de 2), des Associations des jeunes (0 au lieu de 2) et des organisations professionnelles des Médias (1 au lieu de 2).

A l'article 7, les dispositions relatives aux modalités de désignations des membres de l'INIDH ont été également modifiées.

La loi organique votée par le CNT tout comme celle qui est exécutée par le Gouvernement reconnaissent les Principes de Paris, c'est à dire les principes relatifs au statut et au fonctionnement des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Mais, il convient de préciser que la première loi est plus respectueuse de ces principes, notamment en ce qui concerne les garanties

d'indépendance de l'INIDH (composition, pluralisme, procédure de désignation des membres, statut consultatif des représentants des Administrations publiques).

Les Principes de Paris ont été définis par la résolution 1992/54 de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies de mars 1992 et par la résolution A/RES/48/134 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 (pièce n.3 bis).

Le 11 février 2015, les membres désignés de l'INIDH ont mis en place le Bureau Exécutif de l'Institution.

Monsieur Mamadi KABA, ancien point focal de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a été élu Président par 31 voix sur 32. Faut-il rappeler que le 17 mars 2011, le Président de la République a, en violation de la loi, pris deux (2) décrets, l'un portant création d'une Commission nationale des droits de l'homme et l'autre portant nomination de Monsieur KABA, ancien point focal de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

Que ces informations ont fait l'objet de constat par exploit d'Huissier de Justice, joint en annexe de la présente (pièce N°4).

II - EXPOSE SOMMAIRE DES MOYENS DE DROIT

Attendu que la loi n'est pleinement légitime que si elle respecte les principes supérieurs posés par la Constitution et si elle a été adoptée selon une procédure régulière.

Attendu que l'article 19 de la loi organique L/2011/006/CNT du 10 mars 2011 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle dispose que :

"La Cour constitutionnelle a la compétence d'exercer le contrôle de constitutionnalité, de conventionalité et de conformité.

Le contrôle de constitutionnalité ou de conformité exercé par la Cour Constitutionnelle a pour but de faire respecter la hiérarchie et la procédure d'adoption des lois.

Le contrôle de constitutionnalité ou de conformité exercé par la Cour Constitutionnelle porte soit sur la Constitutionnalité formelle, soit sur la Constitutionnalité matérielle.

Le contrôle de constitutionnalité formelle consiste en la vérification de la compétence de l'organe de proposition et d'adoption et celle du respect des conditions de forme et de

procédure d'adoption et promulgation visées par la Constitution. Elle peut s'exercer sans examen du contenu du texte controversé...".

De même, l'article 37 de la même loi organique dispose que : *"La Cour constitutionnelle veille à la séparation et à l'équilibre des pouvoirs afin que ni l'Exécutif, ni le Législatif, ni aucune Institution constitutionnelle ne s'arrogent des prérogatives non conférées par la Constitution.*

La Cour veille à la distinction entre le domaine législatif, qui appartient à l'Assemblée Nationale, et le domaine réglementaire, qui appartient au Pouvoir exécutif pour maintenir chacun dans le champ d'exercice des attributions et prérogatives fixées par la Constitution.

En cas de désaccord tel que prévu à l'article 92 de la Constitution entre l'Exécutif et l'Assemblée Nationale, survenu avant la troisième année de législature, la Cour Constitutionnelle tranche le litige".

Sur le fondement de l'article 94 de la Constitution, les actes illégaux du Président de la République pris en application des articles 2 et 45 doivent être déclarés non conformes à la Constitution. Il s'agit, dans le cas d'espèce, des actes administratifs et des amendements de la loi organique sur l'INIDH, notamment le décret n. 261/PRG/SGG portant confirmation de la nomination des membres de l'INIDH (pièce N°5).

En tout état de cause, l'article 48, alinéa 3 de la loi organique sur la Cour constitutionnelle dispose que :*" Si la Cour Constitutionnelle relève dans la loi attaquée une violation de la Constitution qui n'a pas été invoquée, elle doit la soulever d'office.*

La Cour Constitutionnelle se prononce dans un délai maximum de 15 jours à compter du dépôt du recours".

Qu'au soutien de leur demande, les requérants invoquent les moyens de droit suivants :

1 - Sur le moyen tiré de la violation des articles 2 (alinéas 7, 8) et 72 de la Constitution relatifs au principe de la séparation des pouvoirs

Attendu que la Loi organique L/008/CNT/2011, votée durant la plénière du CNT en date du 14 juillet 2011, a été modifiée par le Pouvoir Exécutif avant d'être transmise à votre examen pour contrôler sa conformité à la Constitution ;

Qu'en ayant procédé illégalement à la modification des articles premier, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 18, 21, 22, 29 et 32 de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 sans saisir l'Assemblée Nationale pour une seconde lecture, le Pouvoir Exécutif a violé les dispositions de la Constitution.

Attendu que la Constitution dispose en son article 2 :

- alinéa 7 : *"Toute loi, tout texte réglementaire et actes administratifs contraires à ses dispositions sont nuls et nul effet"*;
- alinéa 8 : *"Le principe de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs est consacré"*.

Que si l'initiative de la loi appartient concurremment au Président de la République et aux Députés de l'Assemblée Nationale (article 84 de la Constitution), la Constitution distingue nettement la fonction législative de la fonction exécutive. Quelque soit la pertinence ou l'urgence des amendements initiés par le Gouvernement concernant une loi déjà adoptée par l'Assemblée Nationale, ces amendements ne peuvent être validés que par le législateur. Que cette loi adoptée ait été promulguée ou non.

Qu'en modifiant **substantiellement** les dispositions de la loi organique adoptée par le CNT le 14 juillet 2011, le Pouvoir Exécutif a violé le principe de la séparation des pouvoirs.

En effet, l'examen des actes pris (Ordonnance et décret) pour la désignation des membres de l'INIDH montre clairement que le texte de loi validé par la Cour Suprême n'est pas celui adopté par le CNT le 14 juillet 2011.

La seule présence du Ministère Chargé des droits de l'homme et des libertés publiques, crée en octobre 2012, dans la loi organique prétendument adoptée par le CNT le 14 juillet 2011 suffit amplement à démontrer la forfaiture, autrement dit la violation de la Constitutions et d'autres lois de la République qui devrait susciter une indignation de tous les citoyens guinéens.

En effet, le contournement de l'Assemblée Nationale ou le refus de demander à celle-ci une nouvelle délibération, c'est à dire une nouvelle lecture de la loi organique votée par le CNT et modifiée par le Gouvernement avant de saisir la Cour suprême pour l'arrêt de conformité à la Constitution, constitue une forfaiture qui fait obstacle à l'exercice de son mandat par l'Assemblée Nationale.

Il s'agit non seulement d'une atteinte grave au fonctionnement régulier des pouvoirs publics (article 45 de la Constitution), mais également une violation caractérisée des principes démocratiques et de l'état de droit par le Pouvoir Exécutif.

Cela est d'autant plus grave qu'il s'agit d'une loi organique, donc particulièrement protégée par la Constitution qui dispose en son article 83:

"Les lois qualifiées d'organiques par la présente Constitution sont votées et modifiées à la majorité des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée Nationale.

Elles ne peuvent être promulguées si la Cour Constitutionnelle, obligatoirement saisie par le Président de la République, ne les a déclarées conformes à la Constitution.

L'Assemblée Nationale ne peut habiliter le Président de la République à prendre par voie d'Ordonnance des mesures qui relèvent de la loi organique".

De même, l'article 72 de la Constitution dispose que : **" Sous réserve des dispositions des articles 51 et 82, l'Assemblée Nationale vote seule la loi et contrôle l'action gouvernementale".**

Que pour matérialiser et donner force obligatoire à ce principe de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, le législateur guinéen a voulu s'assurer qu'aucun pouvoir ne puisse monopoliser les prérogatives des autres organes de l'Etat en instaurant un système de séparation clair qui limite les pouvoirs de chaque institution. Ce principe constitutionnel est le garant contre la tyrannie et les abus ;

Que dès lors, dans le respect de la Constitution, les prérogatives de l'Exécutif consistent à veiller au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'Etat, à déterminer et conduire la politique gouvernementale, à assurer l'exécution correcte des lois de la République, etc. mais en aucun cas d'adopter les lois en lieu et place du Pouvoir législatif ;

Que la Constitution contient l'ensemble des dispositions qui gouvernent notre Nation dont celles qui définissent les attributions de chaque Institution de l'Etat. En son article 72, la Constitution énumère exhaustivement les matières qui relèvent du domaine de la loi, ce qui limite le pouvoir de l'Exécutif en ce qui concerne la définition des règles relatives à la protection et à la garantie des droits et libertés fondamentaux reconnus aux citoyens;

Attendu qu'au moment de l'adoption de la Loi organique L/008/CNT/2011, le Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques n'existait pas dans la nomenclature du Gouvernement guinéen. Dès lors, comment les membres du CNT auraient-ils pu prévoir ce ministère dans la composition de l'INIDH ?

Qu'en modifiant le contenu de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 avant qu'elle ne vous soit transmise, le Pouvoir Exécutif a outrepassé ses prérogatives constitutionnelles et a ainsi violé le principe de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs prévu à l'article 2, alinéa 8 de la Constitution. C'est pourquoi nous sollicitons l'invalidation de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011;

2- Sur le moyen tiré de la violation des dispositions des articles 79, 80, 81, 95 et 96 de la Constitution relatives à la promulgation, à l'entrée en vigueur et à la publication au journal officiel

L'analyse des faits et du droit montre clairement le non respect des délais de promulgation prévus aux articles 79, 80, 95 et 96 de la Constitution par le Président de la République.

En effet, le Président de la République n'ayant pas demandé au CNT une nouvelle délibération, la loi organique adoptée par le CNT le 14 juillet 2011 aurait dû être transmise immédiatement par lui à la Cour Suprême (qui joue le rôle de la Cour Constitutionnelle) pour son avis de conformité courant Août ou septembre 2011 et promulguée dans les dix (10) jours à compter de l'Arrêt.

Au lieu de respecter les délais prévus dans la Constitution, soit 30 jours pour l'Arrêt de conformité de la Cour Suprême et 10 jours pour la promulgation par le Président de la République, **il a fallu attendre trois (3) ans, c'est à dire le 31 juillet 2014** pour que la Cour Suprême, saisie quelques semaines avant, puisse rendre son arrêt de conformité sur la loi organique relative à l'INIDH.

De même, les dispositions de l'article 81 de la Constitution ont été violées dans la mesure où cet article dispose : *" En cas de non promulgation d'une loi par le Président de la République dans les délais fixés, la loi entre en vigueur. La Cour Constitutionnelle ordonne son enregistrement et sa publication au Journal Officiel".*

S'agissant des délais et compte tenu des circonstances de fait et de droit de cette affaire, les députés soussignés comptent sur la Cour Suprême pour dire le bon droit en n'invoquant aucune forclusion pour éviter de rétablir la légalité nécessaire au bon fonctionnement des institutions de la République.

Attendu que la loi n'a de force que si elle est correctement exécutée par le Premier Magistrat du pays, le Président de la République. La primauté du droit exige que toutes les institutions de la république y compris la première d'entre elles (le Président de la République) soient soumises à l'autorité de la loi et que nul ne soit au dessus de celle-ci ;

Attendu qu'en décidant de procéder à la modification de la Loi organique L/008/CNT/2011 sans respecter la procédure législative, le Président de la République affaiblit l'Etat et ses institutions, en particulier l'Institution judiciaire, l'Assemblée Nationale mais aussi l'INIDH qui aura du mal à obtenir une légitimité nationale et une accréditation internationale. Si une telle violation devait échapper à votre contrôle de conformité, notre Constitution ne serait plus qu'un vulgaire papier sans aucune importance.

Attendu qu'aucun Etat de droit ne peut exister et fonctionner sans respecter et faire respecter sa Constitution. Afin de garantir l'exercice de la souveraineté nationale par le peuple de Guinée à travers ses représentants élus au suffrage universel, nous sollicitons

l'invalidation de la loi organique sur l'INIDH pour violation des conditions de forme et de la procédure d'adoption et de promulgation de cette loi visée par la Constitution.

En effet, avant d'adopter la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 à plus de deux tiers des voix exprimés, les représentants du peuple de Guinée ont débattu d'abord en commission, ensuite en plénière, en tenant compte de l'intérêt supérieur de la Nation et des différents groupes qu'ils représentent au sein de notre société.

Attendu que les modifications apportées illégalement à la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 votée par le CNT constituent une atteinte grave à l'indépendance, à la crédibilité et à la légitimité de L'INIDH, il y aura un discrédit total pour toutes nos institutions si votre Haute Cour n'invalide pas la loi organique contestée par une déclaration d'inconstitutionnalité ;

Attendu, par ailleurs, que le législateur a prévu qu'en cas de désaccord entre l'exécutif et le législatif sur la recevabilité d'un amendement, l'article 86 de la Constitution doit être strictement observé en saisissant votre Haute Cour.

III - ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE

Attendu qu'il est de jurisprudence constante, depuis des décennies, que le Conseil Constitutionnel en France a établi le principe jurisprudentiel du contrôle de la régularité constitutionnelle des lois promulguées. Cela apparaît dans la décision, état d'urgence en Nouvelle-Calédonie du 25 janvier 1985 ([Décision n° 85-187 DC, Rec., p. 43](#)) ([voir copie jointe - pièce N°6](#)). A cette occasion, le Conseil constitutionnel décide qu'une loi déjà en vigueur peut être de nouveau déférée à sa censure, à l'occasion de l'examen de dispositions législatives modifiant, complétant ou affectant son domaine ;

Que le secrétaire général du Conseil constitutionnel souligne ce fait : le juge constitutionnel « a ainsi implicitement mais nécessairement jugé que l'autorité qui s'attache à ses décisions en vertu de l'article 62 de la Constitution ne lui est pas opposable de la même manière qu'aux pouvoirs publics, aux administrations et aux juridictions ordinaires. Les dispositions qu'il a déjà examinées bénéficient certes d'une présomption de constitutionnalité, mais celle-ci n'est pas irréfragable. Le Conseil reste maître de sa jurisprudence et sa lecture de la Constitution doit pouvoir évoluer au fil du temps » (Voir J.-E. Schoettl, AJDA, 1999, p. 333) ;

Que dans le cas d'espèce, la modification de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 a été faite en marge de toute procédure légale. La copie de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 que vous avez déclarée conforme à la Constitution est fautive dès lors que son contenu n'est pas conforme à la loi votée par le CNT lors de sa

plénière du 14 juillet 2011. Votre Haute Cour s'est prononcé sur une loi sans savoir qu'elle a fait l'objet de modification en violation de la Constitution. Même si cette loi est rentrée en vigueur, cela ne constitue pas un empêchement légal à votre examen juridictionnel ;

Attendu que dans la décision n° 83-164 DC, Rec., p. 67, le Conseil Constitutionnel en France a réitéré le principe selon lequel sa juridiction constitutionnelle sur le contrôle de la conformité à la Constitution des lois en vigueur ne fait l'objet d'aucun doute. Pour reprendre la formule du professeur Jean-Pierre Camby, le principe retenu consiste donc à établir ex nihilo une « possibilité d'intrusion "par ricochet" dans le contrôle des lois promulguées » (voir : « Une loi promulguée, frappée d'inconstitutionnalité ? », RDP, 1999, p. 654);

Attendu que le Conseil constitutionnel a ainsi admis que les recours dirigés contre des lois promulguées échappaient à l'irrecevabilité, dès lors que les dispositions législatives déferées à sa censure étendaient ou réduisaient le champ d'application des lois en vigueur (voir Décision n° 97-388 DC, Rec., p. 31.);

Que de même, dans notre Recours, il ne saurait être question d'irrecevabilité dès lors que la copie de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 n'est pas conforme à la loi votée par le CNT lors de la plénière du 14 juillet 2011 violant ainsi les prérogatives conférées à l'Assemblée Nationale ;

Attendu que le Professeur Anne-Marie Le Bos-Le Pourhiet et Jacques Buisson soulignent ce fait : « en refusant ainsi d'effectuer un contrôle a posteriori indirect d'une loi en vigueur, le Conseil constitutionnel s'interdisait par là même d'effectuer le contrôle a priori de la loi votée qui lui est confiée par l'article 61 de la Constitution, aboutissant ainsi à une sorte de "déni de justice constitutionnelle" (voir : « La Constitution et la procédure de sanction fiscale », AJDA, 1991, p. 500)» ;

Attendu que **le Conseil constitutionnel relève que « la régularité au regard de la Constitution des termes d'une loi déjà promulguée peut être utilement contestée à l'occasion de (son) examen (...) de dispositions législatives qui affectent son domaine, la complètent ou, même sans en changer la portée, la modifient** (Décision n° 99-416 DC, Rec., p. 100)» ;

Attendu que cette jurisprudence abondante et constante démontre que votre Haute Cour a toutes les prérogatives d'examiner notre Recours et de déclarer inconstitutionnel la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 pour violation des dispositions de notre Constitution, notamment les articles 2, 78, 79, 80, 81, 83, 85, 86, 147, 148 et 160;

Attendu que le Conseil Constitutionnel avait déjà accepté d'examiner directement la régularité constitutionnelle de lois promulguées, sur le fondement de la violation de la

répartition des compétences posée par les articles 34 et 37 de la Constitution Française. Le premier cas de censure d'une loi promulguée contraire aux prérogatives gouvernementales est offert par la décision n° 61-3 FNR rendue le 8 septembre 1961([Rec., p. 48](#)) ;

Qu'il ressort de cette décision, mutatis mutandis, la promulgation d'une loi n'empêche pas votre Haute Cour de se prononcer sur un Recours déposé pour violation des dispositions de la Constitution Guinéenne. Nous pouvons constater également sur la base de la jurisprudence "état d'urgence en Nouvelle-Calédonie", citée ci-dessus, qu'une loi promulguée n'acquiert pas une présomption irréfragable de constitutionnalité;

Attendu que la particularité de la décision du Statut constitutionnel de la Nouvelle-Calédonie II du 15 mars 1999 est également le signe de ce que la loi promulguée demeure contestable, quand bien même elle aurait été antérieurement soumise à la censure du juge constitutionnel.

En effet, les membres du Conseil avaient déjà été saisis aux fins de se prononcer sur la conformité de la loi du 25 janvier 1985 et n'avaient pas estimé nécessaire **de soulever d'office l'inconstitutionnalité de ses articles 194 et 195.**

La Cour Suprême peut encore, dans le cas d'espèce, user de l'article 48,alinéa 3 de la loi organique sur la Cour constitutionnelle qui dispose :" *Si la Cour Constitutionnelle relève dans la loi attaquée une violation de la Constitution qui n'a pas été invoquée, elle doit la soulever d'office.*

La Cour Constitutionnelle se prononce dans un délai maximum de 15 jours à compter du dépôt du recours".

Après avoir jugé ces dispositions conformes à la Constitution dans sa décision Loi relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises du 18 janvier 1985, [Décision n° 84-183 DC, Rec., p. 32](#), le Conseil modifie sa position dans sa décision Statut constitutionnel de la Nouvelle-Calédonie II du 15 mars 1999. L'analyse de la jurisprudence constitutionnelle tend ainsi à démontrer que le juge ne se sent pas lié par sa propre jurisprudence. Dès sa décision n° [88-244 DC](#), le juge y indiquait que « l'autorité de chose jugée attachée à la décision du Conseil constitutionnel du 22 octobre 1982 est limitée à la déclaration d'inconstitutionnalité visant certaines dispositions de la loi qui lui était alors soumise (Rec., p. 119)» ;

Attendu que le réexamen des dispositions des lois promulguées non revêtues de l'autorité de la chose expressément jugée est le signe de la volonté du Conseil constitutionnel de tenir compte de l'étendue matérielle de son contrôle. Ainsi, comme dans le cadre du contrôle a priori, il s'autorise à découvrir lors de contrôles ultérieurs des inconstitutionnalités « à retardement » selon la formule du Professeur Guillaume Drago (Voir Contentieux constitutionnel français, p. 196). La démonstration de la volonté du

juge de contrôler les lois promulguées est désormais faite avec une vigueur qui ne laisse plus place au doute;

Attendu que si la loi votée apparaît comme l'instrument de la volonté générale, elle « n'exprime » cette « volonté générale que dans le respect de la Constitution », comme le souligne le Conseil dans sa Décision n° [85-197](#) DC, Évolution de la Nouvelle-Calédonie, II du 23 août 1985. Rec., p. 70 ;

Que selon le Prof. Jean-Claude Colliard de l'Université Paris I, Sorbonne : « Ainsi, [...] un juge, un droit au recours effectif, le respect du contradictoire et pour le reste la prudence du juge - qui sera à son tour jugé par l'opinion si ses décisions paraissent aberrantes » ;

Que la jurisprudence est unanime sur la nécessité pour le Juge constitutionnel de veiller à la régularité des procédures légales liées à l'adoption des lois, aussi bien sur le fond que sur la forme ;

Qu'au vu de tout ce qui précède, les requérants demandent à votre Haute Cour de déclarer inconstitutionnelle la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 pour violation des articles 2, 78, 79, 81, 83, 85, 86, 95, 147, 148 et 160 de la Constitution;

Cela est d'autant plus nécessaire que l'objectif poursuivi par le Gouvernement est de contrôler pour ne pas dire inféoder l'INIDH et par ricochet la Cour Constitutionnelle chargée de trancher le contentieux électoral. Faut-il rappeler que pour la composition de la Cour Constitutionnelle, l'article 100 de la Constitution prévoit que l'INIDH doit désigner 2 représentants.

A cet égard, l'indépendance de l'INIDH ou de la Cour Constitutionnelle est largement tributaire de sa composition (pluralisme) et des modalités de désignation de ses membres. C'est pourquoi les membres du CNT avaient pris toutes les dispositions dans l'élaboration de la Constitution et des Lois Organiques pour garantir l'Indépendance et le caractère pluraliste des institutions constitutionnelles.

IV. POUR TOUS CES MOTIFS

Les requérants sollicitent qu'il plaise à la Cour suprême statuant en matière constitutionnelle,

En la forme, les déclarer recevables en leur requête ;

Au fond :

Les y dire bien fondés et, par conséquent :

- Constater la violation du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs dans la mise en œuvre de la procédure d'adoption, de contrôle de conformité et de promulgation de la loi organique sur l'INIDH (refus d'envoyer la loi à l'Assemblée Nationale pour une seconde lecture après sa modification avant qu'elle ne vous soit transmise pour contrôle de constitutionnalité, etc.);
- Constater les irrégularités spécifiées ci-dessus dans le contenu de la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011, notamment celle liée à la présence du Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques dans la composition de l'INIDH;
- Constater le non respect des délais constitutionnels de promulgation et de publication de la loi organique sur l'INIDH, ainsi que des conditions prévues pour l'entrée en vigueur des lois adoptées et non promulguées dans les délais requis ;
- Déclarer non conformes les actes illégaux pris par le Président de la République en application des articles 2 et 45 de la Constitution;
- Déclarer inconstitutionnelle, la Loi organique L/008/CNT/2011 du 14 juillet 2011 pour violation de la Constitution du 7 mai 2010, notamment en ses articles 2, 8, 45, 72, 78, 79, 80, 81, 83, 85, 86, 95, 96, 147, 148 et 160.

SOUS TOUTES RESERVES ET CE SERA JUSTICE !
(Ci-joint la liste des députés soussignés)

Conakry, le 23 février 2015